EQUI POP. ORG

2013

Rapport d'activité

Équilibres & Populations travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable. Notre mission se décline en trois volets complémentaires : impulser, mobiliser et accompagner.

Équilibres & Populations
www.equipop.org
info@equipop.org

Siège
75, rue des Saints-Pères
75006 Paris - France
Tél. : +33 (0)1 53 63 80 40
Fax. : +33 (0)1 53 63 80 50

Bureau Afrique de l'Ouest
09 BP 903 Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél. / Fax. : +226 50 36 73 73

01

Impulser

En partenariat avec des acteurs locaux, Équilibres & Populations impulse des dynamiques de changement social au plus près des populations.

02

Mobiliser

Équilibres & Populations mobilise les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique favorable au développement humain et en particulier à l'amélioration du statut des femmes et des filles.

03

Accompagner

Équilibres & Populations accompagne les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.

2013 en bref

Equipop a travaillé dans 6 localités d'Afrique de l'Ouest pour que les filles, domestiques, vendeuses ambulantes, mariées précocement ou filles-mères puissent avoir des droits et une meilleure santé. 400 filles ont directement bénéficié d'un programme d'accompagnement pilote et plus de 10 000 jeunes ont été sensibilisés.
page 6

Equipop a permis aux **adolescentes africaines** les plus marginalisées de faire entendre leurs voix à travers la publication et le web-doc « *Elles racontent pour que ça compte* ».

Equipop a eu un impact sur la politique française de développement en incitant la France à adopter une position forte sur les **droits sexuels et reproductifs**. Ce qui fut notamment le cas lors de la 57ème session de la Commission de la condition de la femme à l'ONU.
page 16

Equipop a relancé un projet de 3 ans pour convaincre les 300 000 personnes habitant le district sanitaire de Kayes au Mali de dire Non à l'**excision** ! Au moins 1000 femmes souffrant de complications seront prises en charge.
page 10

Equipop a pris une part active dans la mise en œuvre du Partenariat de Ouagadougou en Afrique francophone. Au Burkina Faso, Equipop a coordonné les efforts de plaidoyer de la société civile pour accélérer la mise en œuvre des engagements gouvernementaux. Plus largement, dans la sous-région, Equipop a œuvré pour que la **contraception** soit accessible aux femmes et aux filles.
page 20

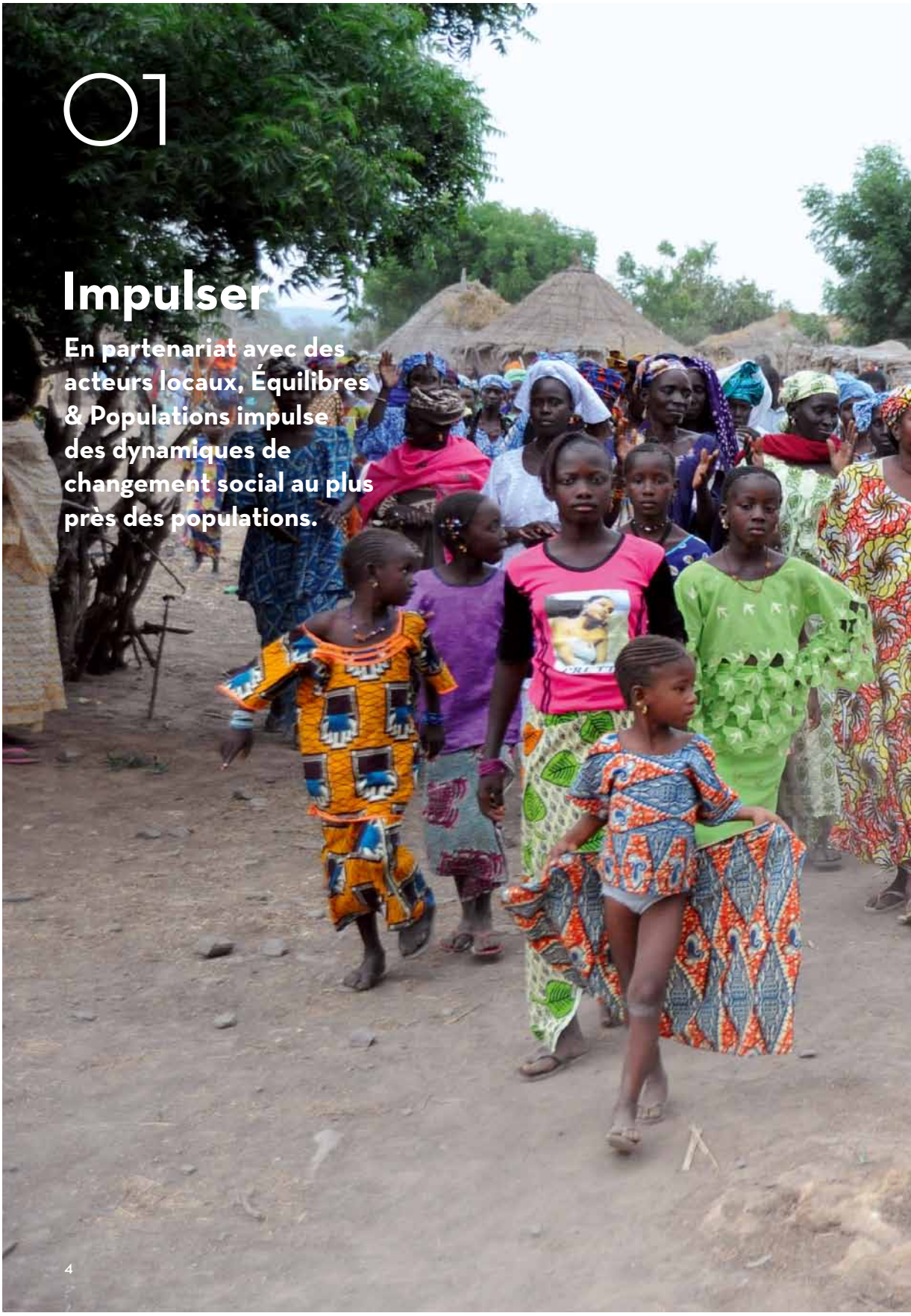
Equipop a élargi et structuré ses **partenariats**. 11 ONG du Bénin, Burkina Faso, Niger et Sénégal ont décidé d'unir leurs forces en faveur des femmes et des filles d'Afrique francophone au sein d'Alliance Droits et Santé.
page 26

Equipop a continué son accompagnement des ONG burkinabè pour leur permettre de mobiliser davantage de fonds européens. Objectif visé : accroître le financement de 25 millions de dollars en vue de renforcer les actions en faveur de la santé reproductive au Burkina Faso.

Equipop a amélioré la **qualité** de ses actions en se professionnalisant.
page 34

Equipop s'est lancée dans le **développement des capacités** des ONG pour renforcer l'impact de leur action.
page 30

Equipop a étudié la possibilité de développer des projets sur les **avortements** à risque. Equipop a aussi mené des missions exploratoires au Bénin afin d'étudier quelle serait la meilleure manière d'y agir contre les **fistules** obstétricales.



01

Impulser

En partenariat avec des acteurs locaux, Équilibres & Populations impulse des dynamiques de changement social au plus près des populations.

Santé et droits des adolescentes en Afrique de l'Ouest : trois ans pour impulser le changement

Améliorer le statut et la santé de la procréation des adolescentes, c'est le défi qu'ont relevé Équilibres & Populations et trois de ses partenaires africains, l'Asmade au Burkina Faso, CeRADIS au Bénin et Lafia Matassa au Niger. Pendant trois ans (2010–2013), ils ont conduit deux projets complémentaires, « Défi jeunes » et « Protéger les adolescentes », tous deux financés par l'Agence Française de Développement et l'Union européenne.
Dans chaque pays d'intervention, une localité urbaine et une localité rurale ont été sélectionnées. Les équipes du projet y ont mené une analyse participative de la situation impliquant les adolescentes elles-mêmes, mais aussi les acteurs communautaires et les prestataires socio-sanitaires afin d'identifier les solutions les plus adaptées. Un dispositif d'action a ensuite été testé et mis au point.
La combinaison gagnante ? *Empowerment* des adolescentes, création d'un environnement favorable et rapprochement de l'offre et de la demande de services.

EMPOWERMENT DES ADOLESCENTES

Connaître son corps et ses droits, savoir communiquer et gérer les violences : autant d'objectifs fixés lors des séances d'animation auxquelles participaient les adolescentes. Ces dernières ont ensuite bénéficié de formations à des compétences pratiques comme l'initiation à l'informatique et aux bases de la

> *“ Equipop et ses partenaires ont développé une connaissance très fine des enjeux auxquels sont confrontées les adolescentes en situation de vulnérabilité. Ils ont acquis un savoir-faire précieux qu’il s’agit de réinvestir à plus grande échelle en collaboration avec d’autres acteurs. ”*

Dominique Pobel, chargée du projet *Défi Jeunes*

gestion. Selon leurs besoins spécifiques elles ont pu être inscrites soit à un apprentissage professionnel, soit à l’école, soit à des cours d’alphabétisation. Toutes ont obtenu des papiers d’identité, ont ouvert des comptes en banque et pu avoir une mutuelle de santé.

CRÉATION D’UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE

Pour une évolution durable des normes sociales défavorables aux filles, les femmes plus âgées, les hommes et les garçons ont aussi participé à des pièces de théâtre, des causeries-débats ou encore des émissions de radios. Parallèlement, un travail de médiation sociale a été mené pour désamorcer les conflits au niveau des foyers et prévenir la violence en direction des adolescentes.

RAPPROCHEMENT DE L’OFFRE ET DE LA DEMANDE

En s’appuyant sur une démarche participative, sur l’approche genre et sur le développement des compétences, le projet a amené de nombreux changements, aussi bien au niveau des communautés que des adolescentes.

Les jeunes filles concernées par le projet ont acquis de nouvelles connaissances et développé des compétences telles que la prise de parole en public. Elles ont gagné en confiance en elles ! Elles sont dorénavant davantage conscientes de leurs possibilités d’actions et de leurs compétences. Au sein des communautés, des espaces de dialogue plus ouverts se sont créés. Les adolescentes peuvent maintenant s’exprimer plus librement et craignent moins le jugement d’autrui. Grâce à ce projet, le personnel de santé a une meilleure compréhension des besoins spécifiques des adolescentes en termes de santé sexuelle et reproductive. Leur prise en charge a été largement améliorée.

Les changements opérés sont indéniables, ils ne sont cependant pas irréversibles et doivent être renforcés et élargis à d’autres sites. C’est en s’appuyant sur leurs solides acquis, qu’Equipop et ses partenaires doivent désormais poursuivre leur implication pour les adolescentes d’Afrique de l’Ouest.

DES PROJETS VECTEURS DE CHANGEMENTS

En adoptant une stratégie reposant sur la participation, l'approche genre et le développement des capacités de tous et de toutes, le projet a produit des changements positifs aussi bien au niveau des adolescentes ciblées, que de la communauté et des professionnels engagés dans l'action.

Nous sommes à l'aise, on a une nouvelle vision, nous connaissons des choses que les autres filles ignorent. Nous avons compris que nous sommes habilitées à posséder des cartes nationales d'identité comme les autres filles.
Vendeuse ambulante, Burkina Faso

Maintenant c'est les filles qui emmènent les parents chez les autorités pour ne pas se marier. Une fille a refusé de se marier parce qu'elle a vu des filles de son âge qui se sont mariées et qui ont eu des problèmes après.
Mère de famille, Niger

Avant le programme, je ne faisais pas suffisamment confiance en mon potentiel, tant et si bien que je n'avais aucune initiative ou ambition. Avec les activités de sensibilisation, d'alphabétisation et du métier que j'ai appris, je veux me réaliser. Avec l'accord et le soutien de mon mari, je veux créer ma propre entreprise.
Fille mère, Bénin

Avant, une fille qui venait me dire « j'ai eu des relations sexuelles » et « j'ai peur », cela me faisait tempêter. Mais maintenant ma perception a beaucoup changé. C'est normal, sauf qu'il faut les accompagner dans la gestion de cette sexualité.
Agente de santé, Burkina Faso

C'est grâce au projet que j'ai compris l'utilité des consultations prénatales, de l'accouchement, de la maternité, de l'utilisation du test de grossesse, de l'espacement des grossesses, sinon j'étais ignorante.
Jeune vendeuse, Bénin

Il y a une nette amélioration dans la fréquentation du centre. Avant, le taux d'accouchement tournait autour de 40 par mois, maintenant nous allons même jusqu'à 70 par mois. Au niveau du service de planning, si tu viens le matin il y a du monde, au niveau des pesées c'est pareil.
Agente de santé, Burkina Faso

L'apprentissage des enfants a beaucoup évolué, elles ont appris l'informatique, la cuisine, le tricotage, la couture et il y a un médecin qui vient les voir toutes les semaines.
Père d'une jeune fille, Niger

Si nous prenons nos statistiques maintenant, les cas d'IST c'était à partir de 25 ans, mais on voit maintenant des patients de la tranche d'âge de 15-19 ans apparaître.
Agent de santé, Burkina Faso

TÉMOIGNAGE

Grace, extrait de la publication « *Elles racontent pour que ça compte : paroles de jeunes Africaines* »

Grace est une jeune fille de 16 ans qui vit dans une zone rurale du Burkina Faso. Elle nous raconte son expérience avec le projet Défi Jeunes.

Il y a des filles naïves qui ne savent pas comment échapper aux mauvaises intentions des hommes. Il y en a beaucoup qui acceptent de sortir avec eux pour manger ou pour s'habiller. Il faudrait qu'elles soient mieux entourées, qu'elles bénéficient de conseils comme ceux qu'on nous donne au centre. Donner des conseils aux garçons, ça ne servirait pas. Ils s'en foutent, ce n'est pas eux qui prennent la grossesse. Moi, je n'accepte pas l'argent d'un homme. Un jour, un client m'a donné 200 francs pour un sachet de bissap et m'a dit de garder 100 francs (0,15 euros) qui étaient en trop. J'ai refusé, parce que s'il prend l'habitude que j'accepte, il me demandera une contrepartie. Il était furieux, il a repris les 200 francs et m'a dit que je pouvais reprendre le bissap. Je ne parle pas aux garçons du voisinage non plus. J'ai honte. Je ne veux pas de petit ami avant d'avoir 18 ans. J'aurais peur qu'il m'embobine et qu'il m'engrosse. A 18 ans, je serai plus mûre. J'ai de bonnes relations avec ma maman, elle ne m'a jamais battue, jamais injuriée. Je peux lui dire beaucoup de choses, mais elle ne me donne pas les conseils qu'on nous donne au centre. Quand j'ai eu mes règles, je ne savais pas ce que c'était. J'ai eu très peur, j'ai cru que j'étais malade. Ma mère l'a découvert trois jours après. Elle ne m'a pas expliqué ce que c'était, elle m'a juste dit que maintenant il ne fallait pas que je m'amuse avec les hommes. Je croyais qu'il suffisait de saluer un homme ou qu'il me touche pour être enceinte. C'est au centre que j'ai appris ce qu'est un rapport sexuel. Depuis, je n'ai plus peur, je sais que tu ne prends pas une grossesse juste comme ça. Le centre, c'est l'endroit où je me sens le mieux. J'y ai beaucoup d'amies. Quand j'y suis, je n'ai plus envie de repartir. Il y a une dame, Tantie Pauline, une mère éducatrice du projet, à qui je peux confier ce que j'ai honte de dire à ma mère. Par exemple, quand je lui ai dit que j'avais très mal pendant mes règles, elle m'a conseillé d'aller au centre de santé si ça durait. Les animatrices m'ont aussi appris que je pouvais avoir des informations sur le sida. Je pensais que les centres de santé n'étaient que pour les adultes, que j'étais trop jeune et qu'on me chasserait si je voulais y entrer. Quand je me suis décidée à y aller pour me renseigner sur les modes de transmission du sida, j'avais quand même encore un peu peur de me faire engueuler, mais un agent de santé m'a invitée à entrer. Je voulais mieux comprendre les risques en cas de transfusion. On ne sait jamais, si tu tombes malade, on peut avoir à te transfuser. Pour éviter la transmission dans un rapport sexuel, c'est différent, les animatrices nous ont expliqué qu'il fallait utiliser des capotes.

2013, un nouveau souffle pour l'abandon de l'excision au Mali

Depuis 2006, Équilibres & Populations et son partenaire malien, l'AMSOPT, développent le projet *Protéger la prochaine génération*. Ce projet pilote et intégré a pour but de promouvoir l'abandon collectif des mutilations sexuelles féminines (MSF) dans le district sanitaire de Kayes au Mali, porte d'entrée pour plus largement améliorer la santé et les droits des femmes dans cette région.

Carte du district sanitaire de Kayes au Mali

“ 2013 a marqué un tournant dans nos actions de mobilisation pour l’abandon de l’excision et des violences faites aux femmes avec le lancement d’une phase de trois ans grâce à un financement de 600 000 euros obtenu de l'Agence Française de Développement. Mais il reste à mobiliser encore une bonne partie du cofinancement ; convaincre les bailleurs de soutenir ce projet majeur pour la santé et les droits des femmes de Kayes sera notre défi pour les mois à venir. ”

Aurélie Hamelin-Desrumaux, chargée du projet *Protéger la prochaine génération*

UN CHANGEMENT EN MARCHE

Fin 2012, le projet a atteint une zone d’intervention de 100 villages. Moment clé dans la progression du projet, cette étape a mené à la première évaluation externe. La restitution finale de l’évaluation a eu lieu en septembre 2013 au Ministère français des Affaires étrangères. Les conclusions de l’évaluation sont claires : le changement est en marche. En effet, parmi les 100 villages sensibilisés, 80 ont signé des lettres d’abandon de l’excision. Bien que n’étant pas le seul indicateur à prendre en compte, ces lettres témoignent d’un engagement communautaire fort. En plus de ces 80 villages, 14 autres s'apprêtent à abandonner cette pratique et même dans les villages encore réticents, des activités de sensibilisation à la santé ont pu être menées.

UNE MÉTHODOLOGIE D’INTERVENTION CONSOLIDÉE

Ces résultats ont été obtenus grâce à une intervention qui repose sur une méthodologie aujourd’hui consolidée.

Trois axes d’intervention :

1. La communication pour un changement de comportement est portée par des animatrices de proximité. Elles organisent chaque jour dans les villages des causeries-débats, répondent aux préoccupations particulières des femmes, notamment en matière de problèmes de santé de la procréation et peuvent intervenir au sein des familles pour régler des conflits. Elles accompagnent aussi les communautés dans la mise au point de solutions pour mettre fin à la pratique. Au terme du processus, chaque village rend publique sa volonté d’abandonner l’excision ;

2. Le volet sanitaire consiste à faciliter l'identification des patientes et la prise en charge des complications liées à l'excision. Formations des personnels médicaux et renforcement du référencement permettent de consolider le système de soins existant ;
3. L'implication des personnes migrant-e-s en France permet d'en faire des acteurs de promotion de l'abandon et d'éviter que des jeunes filles soient envoyées au Mali pour y être excisées.

Huit principes d'intervention :
1. Une approche non critique et non coercitive dont la finalité est le respect des droits humains et l'autonomisation des femmes et des filles ;
2. Une prise de conscience des conséquences préjudiciables de l'excision de la part des communautés ;
3. La prise de décision commune d'abandonner l'excision dans un groupe lié par des liens de mariage ;
4. Une annonce publique et explicite de la décision d'abandon par les communautés qui ont opté pour ce choix ;
5. Un processus de communication méthodique pour promouvoir la décision d'abandonner d'une communauté à l'autre ;
6. Une approche genre à tous les stades du projet ;
7. Une intégration progressive des villages ;
8. Un contexte institutionnel favorable.

L'ÉVALUATION EXTERNE, OUTIL D'AMÉLIORATION CONTINUE DU PROJET

Si les résultats sont prometteurs, Equipop se place tout de même dans une démarche d'amélioration continue en tenant compte des recommandations de l'évaluation, c'est-à-dire en réorientant, lorsque cela est nécessaire, certaines activités du projet pour les adapter au mieux au terrain et au contexte. Conformément aux recommandations, Equipop a ainsi décidé en 2013 de consolider son action avec les 100 villages déjà sensibilisés plutôt que d'étendre ses activités aux 250 initialement prévus et a mis en place des formations plus spécifiques et différenciées selon les publics (femmes, chefs religieux et traditionnels, hommes, jeunes). Equipop et l'AMSOPT ont aussi développé les échanges entre villages et les témoignages publics, deux leviers essentiels du changement des normes sociales. Des réflexions ont aussi été menées pour mobiliser davantage les radios locales et faire le lien avec les décideurs au niveau de Bamako afin que la dynamique du projet puisse déjà avoir un effet levier au niveau national, en faisant de la problématique de l'excision un véritable enjeu des politiques publiques. Enfin, le travail avec les personnes migrantes a été approfondi en collaboration avec Entraide et Espoir.

LE DÉFI DES FINANCEMENTS POUR 2014

Parallèlement à l'affinage de sa méthodologie d'intervention, Equipop a mené un important travail de mobilisation des financements. Ces efforts ont notamment conduit de nouveaux bailleurs à soutenir ce travail. Ainsi, l'Agence Française de Développement a octroyé environ 600 000 euros sur trois ans à Equipop tandis que l'UNICEF a accordé 85 000 euros au projet et que des démarches de financement coopératifs ont permis de mobiliser 37 000 euros *via* le site Catapult.
Le défi reste cependant entier pour 2014 car les 600 000 euros de l'AFD ont été accordés sous réserve d'apporter la même somme en cofinancement. Il restera donc à Equipop et ses partenaires à rassembler 400 000 euros supplémentaires en 2014, ce qui constitue un vrai défi dans un contexte économique global difficile.

TÉMOIGNAGE

Kadiatou Diabira, une volontaire engagée auprès de la diaspora pour l'abandon de l'excision

Kadiatou Diabira est chargée de l'accompagnement des migrants au sein de l'association Entraide et Espoir, une association partenaire d'Equipop sur le projet *Protéger la Prochaine Génération* (PPG).

Kadiatou, pourquoi t'es-tu engagée en faveur de l'abandon de l'excision aux côtés d'Equipop ?

C'est tout d'abord mon histoire personnelle qui m'a poussée à m'engager pour cette cause. Dans ma famille, l'excision a fait beaucoup de dégâts. Je suis moi-même excisée, l'une de mes sœurs en est morte et une autre a été victime de la pratique à deux reprises. Puis j'ai connu en 2009 le projet d'Equipop par l'intermédiaire de FECODEV – un réseau de femmes dont Entraide et Espoir fait partie – lorsque les migrants y ont été associés.

D'après toi, qu'est-ce qui a évolué ces dernières années dans la perception de l'excision au sein de la communauté de migrant-e-s vivant en France ?

Je suis fière de pouvoir dire que la perception de l'excision au sein de la communauté a vraiment évolué positivement. Les personnes migrantes sont beaucoup mieux informées sur les conséquences néfastes de la pratique, et le tabou autour du mot « excision » est levé.
Je n'ai plus besoin de faire de détours en passant par la question de la santé des femmes pour parvenir à inviter les gens aux réunions de sensibilisation. Aujourd'hui, les hommes comme les femmes ne sont plus surpris lorsque je les appelle, et même lorsqu'ils sont réticents à l'abandon de l'excision, ils acceptent de me répondre.

Quels ont été les temps forts de la mobilisation des migrant-e-s depuis le début du projet ?

Chaque réunion de sensibilisation est un temps fort, car les participants, hommes et femmes, viennent nombreux et participent activement. La participation des personnes migrantes à la cérémonie d'abandon organisée au Mali dans le village de Toumaré, il y a trois ans, a également marqué un tournant dans la mobilisation. Elles en sont revenues encore plus motivées, car elles ont pu voir les retombées concrètes de leur mobilisation sur leurs villages d'origine. Enfin, le petit-déjeuner organisé par Equipop avec des associations, des partenaires et des journalistes dont l'Humanité nous a donné plus de visibilité. Suite à cet événement, des gens de la communauté m'ont appelée pour me féliciter de l'action que nous menons.

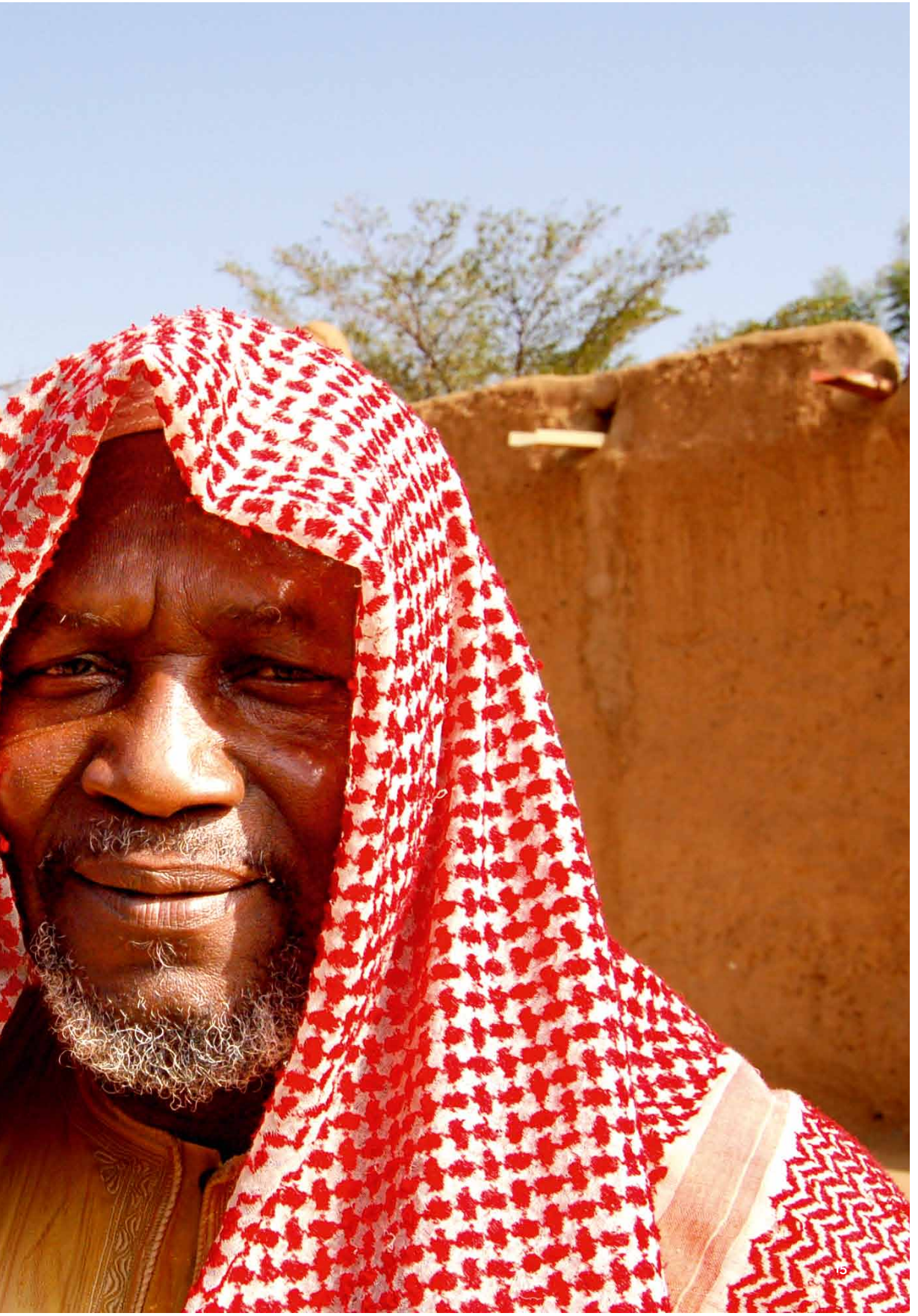
Le changement est en marche, mais quelles sont les actions qu'il reste à mener ?

Il faut continuer à organiser des réunions de sensibilisation, mais, cette fois, en se déplaçant hors du 19ème arrondissement de Paris. Il faudrait aller dans les localités et les départements pour parler directement aux gens dans des lieux publics comme des mairies ou des associations de quartier. J'ai remarqué que la présence physique est plus efficace. La sensibilisation est la clef, car beaucoup de migrants ne savent pas réellement en quoi consiste l'excision, or il faut qu'ils le sachent pour que les mentalités changent.

02

Mobiliser

Équilibres & Populations mobilise les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique favorable au développement humain et en particulier à l'amélioration du statut des femmes et des filles.



L'après-2015 : promouvoir le respect des droits des femmes auprès des décideurs français, sur les scènes nationale et internationale

En 2012, Équilibres & Populations avait contribué à travers son plaidoyer à poser les bases pour que la voix progressiste de la France porte plus. Objectif 2013 : que la France adopte une position forte sur la question des droits sexuels et reproductifs, aussi bien au niveau européen qu'au sein des négociations internationales. L'échéance des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) approche, et la cadence s'accélère à tous les niveaux quant à la redéfinition du cadre de développement pour l'après-2015.

PARTAGER L'INFORMATION GRÂCE À EURONGOS POUR QUE LA VOIX DE LA FRANCE PORTE PLUS SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

EuroNGOs est un réseau européen de 87 ONG, à travers 42 pays, travaillant dans le domaine des droits et de la santé sexuels et reproductifs. Equipop y est très active, grâce notamment à Serge Rabier, qui en est le président depuis octobre 2012 pour deux ans. L'association a adopté le rôle d'intermédiaire pour lier les organisations de la société civile européenne travaillant sur ces sujets et le gouvernement français. Equipop a

“ En 2013, Equipop a travaillé main dans la main avec ses partenaires français et européens pour faire des droits des femmes un véritable enjeu de développement pour les années à venir. Dans le futur, nous continuerons à œuvrer pour que la France inscrive les droits des femmes comme une priorité transversale de sa diplomatie. ”

Nicolas Rainaud, chargé de plaidoyer

indéniablement su faire remonter de manière efficace et intelligente les réflexions formulées au niveau européen et diffusées par les différents membres. Cet échange d'information a permis une prise de position forte de la France, aussi bien dans ses politiques de développement qu'au sein des négociations internationales sur l'après-2015.

INFLUENCER LA POSITION DE LA FRANCE SUR LE CADRE DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015

Sommet du Millénaire, septembre 2000 : les 189 États membres de l'ONU adoptent la Déclaration du millénaire, qui énonce huit OMD recouvrant de grands enjeux humanitaires, tels que l'amélioration de la santé maternelle ou la promotion de l'égalité femmes-hommes. Ces objectifs arrivent à échéance en septembre 2015. Les États membres se sont donc mis d'accord sur la nécessité d'élaborer un cadre de développement pour l'après-2015 et de définir des Objectifs de Développement Durable (ODD). En ce sens, fin 2012, le Secrétaire général de l'ONU a réuni un Panel de Haut Niveau chargé de le conseiller sur la construction de l'architecture du développement après 2015 et de faire le bilan des OMD. Equipop a rencontré à plusieurs reprises Jean-Michel Sévérino, membre de ce Panel et contributeur à l'élaboration du rapport publié fin mai 2013. Ce rapport cite l'égalité de genre et les droits sexuels et reproductifs comme des thèmes prioritaires pour un développement réellement durable.

MOBILISER LES ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT POUR QUE LA FRANCE PROMEUVE LE RESPECT DES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS DES FEMMES

En plus de focaliser son plaidoyer sur le cadre de développement pour l'après-2015, Equipop a fait campagne pour que la France inclue les droits sexuels et reproductifs au sein de ses politiques de développement. Historiquement, les actions d'Equipop ont toujours inclus une dimension genre et se dirigent plus spécifiquement vers les adolescentes. C'est donc tout naturellement que le Fonds des Nations Unies pour la Population

(UNFPA) a confié à Equipop le suivi des engagements Muskoka de la France sur le terrain. Equipop a joué le rôle de vigie sur la tenue de ces engagements par le Ministère des Affaires étrangères.

Afin de continuer à travailler avec le gouvernement et de mobiliser les parlementaires français, Équilibres & Populations, le Planning Familial et Médecins du Monde ont organisé conjointement une conférence à l'Assemblée nationale en septembre 2013. Cette conférence, ouverte par Catherine Coutelle et clôturée par la députée Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes, portait sur les avortements à risque dans les pays en développement. Devant plus de 150 acteurs de la société civile, la ministre a réaffirmé son engagement pour « [promouvoir] les droits sexuels et reproductifs au niveau international », signe d'un plaidoyer efficace.

Fort du succès de cette conférence, et dans une volonté de lier actions de terrain et plaidoyer, Equipop a organisé un petit-déjeuner autour de sa publication « *Elles racontent pour que ça compte* » le 11 octobre 2013, réunissant à cette occasion des décideurs du développement français. Le but ? Que les jeunes filles soient systématiquement prises en compte dans l'ensemble des programmes et politiques publiques.

ENCOURAGER LA FRANCE À ADOPTER DES POSITIONS FORTES SUR LES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS AU SEIN DE L'ONU

La Commission sur le Statut des Femmes (CSW) et la Commission sur la Population et le Développement (CPD) sont des événements onusiens annuels de grande importance pour les droits des femmes. Ces commissions sont toutes deux dédiées à la défense de l'égalité femmes-hommes, et ont marqué un tournant dans la reconnaissance des droits sexuels et reproductifs des femmes. Equipop a pris part aux réunions préparatoires de ces deux commissions et a travaillé étroitement avec le Ministère des Affaires étrangères, dans le but de promouvoir une voix progressiste de l'Union européenne en termes de planification familiale et de droits sexuels. En 2013, la France a pris des positions fortes sur ces sujets, et tout particulièrement au cours de la 57ème session de la CSW, notamment par le discours en plénière de la ministre des Droits des Femmes.

Il s'agit désormais de veiller à ce que la France reste un acteur majeur sur les questions de droits sexuels et reproductifs dans les années à venir.

TÉMOIGNAGE

Hilde Kroes, une avocate des droits sexuels et reproductifs en Europe

Hildre Kroes est chargée de plaidoyer à Rutgers WPF, aux Pays-Bas, association membre du consortium européen Countdown 2015 Europe. Ce consortium, composé de 16 ONG européennes dont Equipop, conduit un plaidoyer actif auprès des gouvernements européens. Le but ? Augmenter leurs engagements en faveur de la planification familiale dans les pays en développement.

En 2013, quelle était la position de la France dans les négociations internationales ?

Je peux témoigner que la France a pris des initiatives pour promouvoir les droits et la santé sexuels et reproductifs au cours de deux événements majeurs. Le premier est la Commission sur la Population et le Développement (CPD) de 2013, dont le thème était la migration. Au cours de cette Commission, la France, avec l'Union européenne (UE), a fortement soutenu l'intégration d'une approche par les droits, afin de garantir le respect des droits sexuels et reproductifs des personnes migrantes, en particulier des femmes.

Ensuite, la France s'est illustrée au cours des négociations de l'UE sur le cadre de développement post-2015. La position de l'UE en la matière avait été rendue publique dans les conclusions du Conseil de l'UE, publiées en juin 2013. La France a alors pris la position de cheffe de file, dans le but d'encourager l'UE à adopter une position forte sur les questions de droits sexuels et reproductifs pour le prochain cadre de développement.

La position de la France a-t-elle changé au cours des dernières années ?

Oui, en effet ! Selon moi, au cours des dernières années, la France s'est beaucoup plus fait entendre sur les questions de droits et de santé sexuels et reproductifs sur la scène internationale et au sein de l'UE. C'est très positif. On s'attend habituellement à ce que les pays nordiques promeuvent les droits sexuels et reproductifs. C'est donc rafraîchissant de voir que la France, ainsi que d'autres pays plus au sud, s'engagent davantage sur ces sujets. La France a également été très engagée dans le processus de révision de la CIPD+20 (Conférence Internationale sur la Population et le Développement) au cours des trois dernières années.

Pourquoi la position de la France a-t-elle changé ?

Tout d'abord, les personnes qui travaillent sur ces sujets au sein du gouvernement, au Ministère des Affaires étrangères tout particulièrement, sont très impliquées et motivées. Équilibres & Populations a joué un rôle important et actif auprès du gouvernement français sur les processus et négociations internationales telles que la Commission sur le Statut des Femmes (CSW) et la CPD. Cela a grandement contribué à la participation accrue de la France à ces processus et à ces évènements. Grâce au consortium Countdown 2015 Europe, dont Equipop fait partie, les pays membres partagent davantage d'informations sur ce qui se passe au sein de ces mêmes pays et à l'échelle internationale. Equipop a su utiliser les outils offert par Countdown 2015 Europe pour faire évoluer de façon très marquée les positions de la France.

2013 : un plaidoyer réussi pour la planification familiale en Afrique de l'Ouest

Dès le lancement du Partenariat de Ouagadougou, en février 2011, pour améliorer l'utilisation des services de planification familiale, Équilibres & Populations a inscrit son action de plaidoyer en Afrique de l'Ouest dans cette dynamique. C'est ainsi qu'Equipop apporte sa contribution à la déclinaison concrète des engagements alors pris par les pays de la sous-région afin que les femmes sur le terrain bénéficient, si elles le souhaitent, de la planification familiale (PF), un levier majeur pour leur santé et leur statut.

Parmi les différents objectifs que le Partenariat de Ouagadougou s'est fixé, figure en bonne place le fait d'assurer l'équité en touchant toutes les populations, y compris les plus pauvres et les plus jeunes, où qu'elles se trouvent. C'est un objectif auquel Equipop est particulièrement attaché. En 2013, l'ONG y a contribué en apportant son appui à la décentralisation de la PF et à la baisse des prix des produits et services.

“ Même si le plaidoyer est un travail de longue haleine, nous sommes en bonne voie sur la question de la planification familiale car les décideurs sont à l’écoute et nous sollicitent. Notre voix est entendue et notre expertise reconnue. ”

Rémi Wendlassida Minoungou, chargé de projet

PARTENARIAT DE OUAGADOUGOU

Le Partenariat de Ouagadougou a été lancé lors de la Conférence Régionale sur la Population, le Développement et la Planification Familiale qui s'est tenue à Ouagadougou en février 2011 avec 9 gouvernements d'Afrique de l'Ouest et leurs partenaires techniques et financiers. L'objectif était d'accélérer les progrès dans l'utilisation des services de planification familiale au Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo.

Le Partenariat de Ouagadougou est basé sur deux principes. Il mise sur une meilleure coordination entre les bailleurs de fonds et également sur une coopération aux niveaux national et régional. Le groupe clé des partenaires est constitué de l'Agence Française de Développement (AFD), l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID), la Fondation Bill & Melinda Gates et la Fondation William et Flora Hewlett, le Ministère français des Affaires étrangères, le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et de l'Organisation Ouest Africaine pour la Santé (OOAS).

FAIRE DES ENGAGEMENTS DE OUAGADOUGOU UNE RÉALITÉ AU NIVEAU DES LOCALITÉS

Démédicaliser, décentraliser, démocratiser les services de la santé reproductive/planification familiale (SR/PF) est un engagement pris par les gouvernements du Partenariat de Ouagadougou. Mais comment passer des paroles aux actes ? Au Burkina Faso, Equipop a apporté sa contribution en participant activement à l'élaboration du Plan stratégique de mise en œuvre de la politique nationale de santé communautaire afin que la planification familiale y apparaisse en bonne place. Ce Plan mentionne explicitement les offres de services de santé dans les localités les plus reculées *via* des agents de santé à base communautaire (ASBC).

Equipop a alors milité pour le renforcement de leurs compétences en matière de PF dans la mesure où ce sont souvent les premiers, voire les seuls, à apporter des soins ou des conseils de santé aux populations reculées. De plus, les ASBC sont, pour la plupart, analphabètes et ne sont pas rémunérés ce qui crée un déficit de compétences et de motivation. Une fois le principe acquis, Equipop a travaillé avec le ministère pour améliorer les profils ces agents de santé et leur motivation ainsi que pour redéfinir le paquet d'activités de santé à base communautaire.

Dans la même dynamique, Equipop a œuvré avec ses partenaires d'Alliance Droits et Santé en direction des communes pour qu'elles s'approprient les enjeux de PF et l'amélioration du statut et de la santé des adolescentes au Burkina Faso et au Niger. Déjà des résultats concrets ont pu être obtenus et plusieurs communes ont intégré ces questions dans leurs Plans communaux de développement.

RENDRE LES CONTRACEPTIFS PLUS ABORDABLES

Les prix élevés des contraceptifs (implants, préservatifs, injectables) étant l'une des barrières principales à l'accès à la PF, Equipop lutte pour que ces coûts diminuent et, qu'à terme, ces produits soient gratuits. En 2013, l'objectif s'est concrétisé au Burkina Faso et au Bénin, grâce aux interventions d'Equipop et de ses partenaires.
Le Burkina Faso a ainsi annoncé une réduction d'au moins 50 % du prix des produits de planification familiale d'ici à 2014. Cette annonce a été actée par un arrêté ministériel conjoint du Ministre de la Santé et de celui de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat. Cet effort financier concrétise l'engagement international de la Première dame, Madame Chantal Compaoré, lors du Sommet de Londres sur la planification familiale : FP2020, en juin 2012.
Le Bénin a également pris des engagements en ce sens lors de l'adoption de son Plan de relance de la planification familiale auquel Equipop a participé en novembre 2013. Le gouvernement a annoncé la gratuité des produits contraceptifs d'ici au 1er janvier 2015. L'objectif affiché par le Bénin grâce à cette mesure est une augmentation du taux de prévalence contraceptive de 20 % d'ici fin 2018, suite à l'allocation de 250 millions de FCFA, soit environ 380 000 euros, pour l'achat de contraceptifs.

EN PLAIDOYER, L'UNION FAIT LA FORCE

Pour faire la différence sur ces thématiques en Afrique de l'Ouest, Équilibres & Populations mobilise plusieurs acteurs (ministères, parlementaires, journalistes, chercheurs) et s'appuie sur un réseau d'ONG qu'elle renforce. Elle informe ces différents relais sur les enjeux liés à la PF et fait remonter les besoins et les préoccupations des populations auprès desquelles elle reste en contact tout en rappelant aux décideurs leurs engagements. Elle participe enfin activement aux espaces de concertation ainsi qu'à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques et programmes en apportant son expertise technique aujourd'hui largement reconnue sur la santé reproductive.

TÉMOIGNAGE

Jean-Gabriel Zerbo, cheville ouvrière de l'implication parlementaire

Jean-Gabriel Zerbo est assistant parlementaire en particulier auprès du Réseau des parlementaires en population et développement, réseau partenaire d'Equipop à l'Assemblée nationale burkinabè.

Comment votre collaboration avec Equipop a-t-elle débuté ?

Dans le cadre de ma fonction d'assistant du Réseau des parlementaires en population et développement (RPPD) à l'Assemblée nationale burkinabè, j'ai été amené à collaborer avec Équilibres & Populations. Le réseau est en effet partenaire d'Equipop et nous entretenons des liens étroits depuis déjà trois législatures sur les thématiques liées à la santé reproductive et à la planification familiale.

Dans le cadre du réseau, comment votre travail avec Equipop se traduit-il concrètement ?

Je travaille régulièrement avec Equipop et je dois dire que notre collaboration est riche et se déroule très bien. Equipop échange avec moi avant de mener des activités auprès du RPPD. Nous élaborons ensemble des ateliers d'information et des formations sur la population et le développement afin qu'ils soient les plus pertinents possibles. En effet, au moins un atelier auquel participent environ 40 parlementaires est prévu dans le réseau chaque année sur des thèmes connexes à la santé de la reproduction.

Qu'apporte l'organisation des ateliers et en quoi consistent-ils exactement ?

Ces ateliers sont d'un grand intérêt car ils contribuent à former les parlementaires et à les informer des besoins des populations. Ils débouchent également parfois sur des déclarations solennelles d'engagements en faveur de la santé reproductive.

Ils se composent généralement d'un exposé sur la situation dans le pays, puis de débats et de questions des parlementaires pour mieux comprendre les enjeux. Les ateliers sont animés par des spécialistes comme des universitaires, mais également par des organisations de la société civile qui traitent de ces thématiques, dont Équilibres & Populations.

De manière plus générale, que retirez-vous de votre travail avec Equipop ?

Ma collaboration avec Equipop ainsi que les ateliers et formations auxquels j'ai participé me sont d'un grand profit – tout comme pour les autres membres du réseau – car il s'agit d'une source immense de documentation et de connaissances sur la situation de la santé reproductive et de la planification familiale. Cela me permet, en tant que membre de l'administration, d'être la mémoire institutionnelle des députés qui changent au fil des législatures. J'espère donc, et je pense, que la collaboration avec Equipop a encore de beaux jours devant elle !

03

Accompagner

Équilibres & Populations accompagne les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.

DON'T PANIC,
ORGANISE!

Agir pour les femmes et les filles d'Afrique subsaharienne francophone : une nouvelle alliance qui fera la différence

LA NAISSANCE D'ALLIANCE DROITS ET SANTÉ

En 2013, Équilibres & Populations a décidé de consolider et d'élargir ses partenariats en Afrique subsaharienne francophone. Son objectif ? Renforcer l'impact de ses actions et de celles de ses partenaires en faveur de la santé et des droits des femmes et des filles et plus particulièrement en matière de planification familiale et de santé de la procréation.
Sa conviction ? Les acteurs locaux identifient les besoins des populations, les relaient auprès des décideurs, assurent le suivi des engagements politiques et contribuent à la mise en œuvre des programmes. Aucun changement durable et légitime ne pourra être atteint sans mobilisation et consolidation de ces derniers. Plutôt que d'ouvrir des bureaux dans l'ensemble de ses pays d'intervention, Equipop a alors décidé de jouer pleinement la carte du partenariat. C'est ainsi qu'Alliance Droits et Santé est née regroupant, en plus d'organisations spécialistes de la santé de la reproduction, des mouvements de femmes et de jeunes qui ont été sélectionnés pour leur représentativité et leur potentiel. Ce sont pour l'heure, onze associations du Bénin, Burkina Faso, Niger et Sénégal qui ont souhaité unir leurs forces sur le long terme.

“ La création d’Alliance Droits et Santé correspond à une option stratégique exigeante et ambitieuse de la part d’Equipop. Nous faisons ainsi le choix de la pertinence et nous inscrivons notre action dans le long terme. Nous pensons que très vite les complémentarités des membres de l’Alliance nous permettront d’augmenter notre impact en matière de mobilisation politique et sociale au profit des femmes et des filles d’Afrique de l’Ouest. ”

Aurélie Gal-Régniez, directrice adjointe

UNE IDENTITÉ FORTE

En juillet, ces onze ONG se sont réunies pour la première fois à Ouagadougou pour poser le socle de leur identité commune. Solidarité, respect et égalité sont ainsi apparues comme les valeurs clés du réseau.
Les membres partagent également la volonté de valoriser l’expertise locale, d’améliorer en continu la qualité des actions menées ainsi que d’innover en exploitant, notamment, le potentiel des médias et du numérique.

UNE AMBITION ET DES OBJECTIFS CLAIRS

La réunion de juillet a aussi été l’occasion de définir le cadre de leur action pour les mois à venir. Leur ambition a été collectivement affirmée : jouer un rôle déterminant en faveur de la santé de la procréation et des droits des femmes et des filles en Afrique de l’Ouest.

Deux objectifs plus précis ont été fixés pour le moyen terme :

- suivre la mise en œuvre des engagements du Partenariat de Ouagadougou en matière de planification familiale ;
- promouvoir une meilleure prise en compte des besoins et des droits en santé de la reproduction des adolescentes.

Pour les atteindre, Alliance Droits et Santé s’appuiera sur des savoir-faire communs à ses membres en matière de mobilisation sociale et politique qu’elle s’attachera à améliorer continuellement pour faire la différence. Les membres de l’Alliance mèneront ainsi des actions de sensibilisation et de formation. L’objectif est d‘impliquer les populations pour encourager leur participation au changement, de faciliter l’appropriation des enjeux et de stimuler le débat. Parallèlement, les membres de l’Alliance s’impliqueront auprès des décideurs politiques et des bailleurs à l’international, pour un suivi de leurs engagements. Une attention particulière sera accordée à la complémentarité avec les autres initiatives déjà existantes et au renforcement du rôle des plateformes et des mécanismes de collaboration nationaux.

DÉVELOPPER LES CAPACITÉS DES MEMBRES POUR PLUS D'IMPACT

Afin de tenir leurs promesses, il est indispensable que les associations membres du réseau se développent et se renforcent, motivées par l'exigence d'améliorer de façon continue la qualité de leurs actions. C'est pourquoi, Équilibres & Populations a inscrit au cœur de sa démarche partenariale, un travail d'accompagnement organisationnel (cf. pages suivantes). Dans cette même dynamique, il s'agira aussi de saisir les opportunités offertes par les nouvelles technologies.

Alliance Droits et Santé regroupe à ce jour onze ONG du Bénin, du Burkina Faso, de France, du Niger et du Sénégal : Asmade, CeRADIS, CONGAFEN, Équilibres & Populations, Lafia Matassa, Le Bacar, Marche Mondiale des Femmes, RAES, Scoutisme Béninois, Scouts du Niger et SOS/Jeunesse et Défis.

Pour en savoir plus : www.alliancedroitsetsante.org

TÉMOIGNAGE

Nourou Adjibade, un directeur convaincu de l'avenir de l'Alliance

Nourou Adjibade est le directeur de l'ONG CeRADIS au Bénin, membre d'Alliance Droits et Santé. Cette ONG créée en 1998 veille à ce que les droits des femmes et des jeunes filles du Bénin soient respectés, et oriente ses actions de plaidoyer vers la promotion de la santé sexuelle et reproductive.

Quels sont les éléments qui ont motivé CeRADIS à rejoindre Alliance Droits et Santé ?

Tout d'abord, nos motivations se retrouvent dans la mission et les objectifs de CeRADIS : nous souhaitons participer à la construction d'un monde meilleur, en contribuant notamment à la promotion de la santé sexuelle et reproductive des adolescentes. Dans ce but, nous fondons notre stratégie sur des actions de plaidoyer et sur l'approche genre, ce qui rejoint parfaitement la stratégie de l'Alliance. Pour toutes ces raisons, CeRADIS est en parfaite harmonie avec la vision, les valeurs et la mission de l'Alliance.

Qu'est-ce que l'Alliance vous a apporté ?

On peut distinguer trois grands avantages. Premièrement, grâce à l'Alliance, nous avons pu nous faire d'autres alliés au niveau national et sous-régional afin de fédérer nos énergies et d'atteindre nos objectifs de manière plus efficace. Ensuite, nous avons pu renforcer nos capacités, aussi bien sur le plan technique que programmatique. Nous avons beaucoup appris ! L'Alliance nous a surtout permis de gagner en visibilité, aussi bien auprès des populations que des décideurs et des bailleurs. C'est surtout grâce aux actions que nous avons menées avec les autres ONG membres au Bénin et qui ont été appuyées par l'Alliance, comme par exemple les émissions de radio. C'est d'ailleurs un travail qui se poursuit !

Quelles ont été vos réussites avec l'Alliance en 2013 ?

Nous avons participé au processus de repositionnement du plan de relance de la planification familiale au Bénin. Grâce à l'Alliance, nous avons pris part à ce processus de bout en bout, de l'élaboration à la finalisation. Nous nous sommes impliqués pour montrer au Ministère de la Santé qu'il est nécessaire de prendre en compte la santé sexuelle et reproductive des adolescentes dans les politiques publiques. Nous remarquons des progrès remarquables à ce sujet grâce à l'Alliance, comme l'objectif de gratuité des produits contraceptifs en 2015 pour les jeunes ou encore l'allocation d'un budget de 250 millions de FCFA, soit l'équivalent de 380 000 euros, pour y contribuer et ainsi augmenter le taux de prévalence contraceptive de 20 % d'ici 2018. Nous avons mené nos actions de plaidoyer dans le but de faire de la santé des adolescentes une priorité nationale.

Qu'attendez-vous de l'Alliance à l'avenir ?

Nous allons mettre en place une veille des engagements pris par le gouvernement du Bénin, concernant la planification familiale, et nous comptons sur l'appui et le soutien de l'Alliance dans cette veille.

Une des grandes forces de l'Alliance est la complémentarité de ses membres. Il faut, à l'avenir, que chacun s'inspire de l'expérience des autres. Nous attendons également de l'Alliance qu'elle nous aide à mobiliser des fonds, pour traduire dans les faits les actions de CeRADIS, qui visent à promouvoir les droits des femmes.

Développement organisationnel : Equipop adapte la méthodologie EFQM pour les associations d'Afrique de l'Ouest

Dans une volonté affichée de qualité, Équilibres & Populations a adapté le modèle d'excellence EFQM (*European Foundation for Quality Management*, Fondation européenne pour le management par la qualité) et accompagne dans cette démarche Alliance Droits et Santé, réseau d'ONG en Afrique de l'Ouest dont elle est le membre fondateur. L'objectif est d'assurer la pérennité et la crédibilité de ces associations grâce au développement organisationnel continu, c'est-à-dire grâce à la construction d'une méthodologie à la fois souple et adaptée de renforcement des compétences. In fine, la qualité des actions en faveur des femmes et des filles en sera améliorée.

APPUI AU DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL DES ASSOCIATIONS, EQUIPOP SE LANCE

Après plus de quinze années de collaboration avec des ONG, Equipop est bien placée pour savoir que leur faible niveau de structuration impacte souvent négativement la qualité des projets menés et limite l'efficience des budgets investis. Si Equipop, dans l'ensemble des partenariats qu'elle a conduit jusqu'alors, s'est toujours attachée à inclure une composante "appui technique", néanmoins l'enjeu du développement organisationnel des ONG nécessitait une démarche dédiée. Après s'être elle-même engagée dans une démarche de

“ Le modèle EFQM favorise les échanges de bonnes pratiques et la coopération entre organisations. Il permet d’amorcer un processus qualité qui responsabilise les structures en questionnant leur organisation du travail. Les associations comparent EFQM à un miroir positif qui leur permet de s’améliorer après avoir identifié leurs forces et leurs faiblesses. ”

Caroline Traoré, chargée du développement organisationnel

professionnalisation, elle a décidé de mettre au point un dispositif spécifique pour accompagner ses partenaires dans la même voie en commençant par les membres du réseau Alliance Droits et Santé. Il s’agit de renforcer l’Alliance à travers le renforcement de ses membres. Plus largement, participer à l’émergence d’acteurs locaux fiables et efficaces permettra d’augmenter l’impact des investissements en santé de la procréation dans la sous-région et bénéficiera à l’ensemble de la communauté y travaillant.

A CHAQUE ÉTAPE, LA VALEUR AJOUTÉE D’EQUIPOP

Après avoir étoffé ses équipes en recrutant un personnel expérimenté en matière de développement organisationnel, Equipop s’est mis en quête d’outils adaptés. C’est ainsi qu’elle a conduit un véritable *benchmarking* des différentes approches existantes pour finalement adopter le modèle EFQM. Créé pour des entreprises à but lucratif dans un contexte européen, Equipop l’a adapté au plus près des besoins spécifiques des ONG partenaires. Il s’est agi – avec le soutien d’un consultant – de traduire l’ensemble des outils afin que le vocabulaire et les concepts soient facilement compréhensibles pour des acteurs de notre milieu. Equipop a ainsi apporté sa propre valeur ajoutée au modèle. Ensuite, après avoir formé ses équipes, Equipop a étendu progressivement les formations à l’ensemble des membres d’Alliance Droits et Santé. La première étape du processus pour les membres de l’Alliance a consisté en une autoévaluation afin qu’ils analysent leurs forces et leurs faiblesses organisationnelles. Les ONG en ont alors tiré des leçons et ont défini des axes spécifiques d’action pour s’améliorer. Le référentiel EFQM est affiné au fil des formations afin de s’adapter au mieux aux contraintes et aux singularités de chaque ONG. Dans un souci de valorisation de cet outil, une fois que tous les membres du réseau auront été formés, Equipop souhaite le proposer à d’autres organisations dans la région. En 2013, trois associations nigériennes (Scouts du Niger, Congafen et Lafia Matassa) ont déjà pu bénéficier de formations. En 2014, ces formations seront étendues au Bénin et au Burkina Faso.

CONCEPTS FONDAMENTAUX DE LA DÉMARCHE EFQM

Les concepts fondamentaux ci-dessous forment la base d'une culture organisationnelle, objectif recherché par la démarche EFQM.
Ils servent également de langage commun pour la direction.

Apporter de la valeur aux populations et aux bailleurs

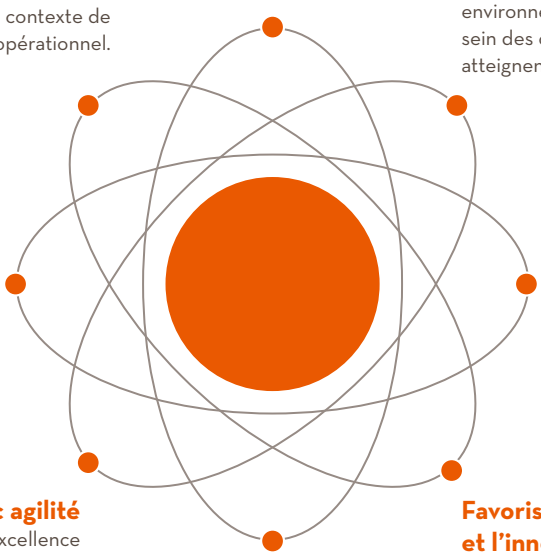
Les organisations d'excellence créent en permanence de la valeur pour les populations et les bailleurs en comprenant, anticipant et satisfaisant leurs besoins, attentes et opportunités.

Soutenir des résultats remarquables

Les organisations d'excellence obtiennent durablement des résultats exceptionnels, répondant aux besoins à court et à long terme de toutes leurs parties prenantes dans le contexte de leur environnement opérationnel.

Créer un avenir durable

Les organisations d'excellence ont un impact positif sur le monde qui les entoure en améliorant leurs performances, tout en développant les conditions économiques, environnementales et sociales au sein des communautés qu'elles atteignent.



Développer les capacités organisationnelles

Les organisations d'excellence améliorent leurs capacités en gérant efficacement le changement au sein et en dehors des limites organisationnelles.

Réussir par le talent des collaborateurs

Les organisations d'excellence accordent de la valeur aux personnes et créent une culture de l'autonomisation pour atteindre les objectifs organisationnels et personnels.

Manager avec agilité

Les organisations d'excellence sont largement reconnues pour leur capacité à identifier et réagir efficacement face aux opportunités et aux menaces.

Favoriser la créativité et l'innovation

Les organisations d'excellence créent davantage de valeur et de meilleurs niveaux de performance à travers l'amélioration continue et l'innovation systématique, en tirant parti de la créativité de leurs parties prenantes.

Diriger avec vision, inspiration et intégrité

Les organisations d'excellence sont dirigées par des personnes qui façonnent le futur et le concrétisent, en agissant en tant que modèles en termes de valeurs et d'éthique.

TÉMOIGNAGE

Mariam Diop, le moteur de l'adoption d'EFQM au sein des Scouts

Mariam Diop est commissaire à la formation des Scouts du Niger, elle a participé à la formation au « modèle d'excellence EFQM » dispensée par Equipop en décembre 2013.

Mariam, tu as bénéficié de la formation d'Equipop au modèle EFQM, qu'en retiens-tu ?
J'ai beaucoup appris, tout comme les quatre autres bénévoles de l'association qui y ont participé. Nous ignorions tout de la démarche EFQM, mais elle sera très positive pour les Scouts du Niger qui y ont rapidement adhéré. Il s'agit en effet d'une autoévaluation et non d'une évaluation extérieure imposée ce qui a resserré les liens en interne et ainsi instauré un climat de confiance. La communication interne en a été renforcée, car nous avons pu évoquer sans tabou nos forces et nos faiblesses.

Quelles sont les applications concrètes du modèle EFQM pour les Scouts du Niger ?
Nous avons pris conscience de l'obsolescence de plusieurs de nos textes : certains de nos règlements, de nos processus organisationnels ou encore de nos missions n'avaient pas été mis à jour depuis plus de 20 ans. Avant la formation, nous nous en accommodions tant bien que mal, mais aujourd'hui nous ne voulons plus nous en contenter car nous savons quels textes réviser et comment.
Afin d'impliquer l'ensemble de nos commissaires régionaux dans ce processus de révision, chacun d'entre eux a été chargé de rédiger des propositions qui seront ensuite validées par l'Assemblée générale pour actualiser les textes identifiés comme caducs. Il s'agit d'un engagement collectif pour la qualité de nos actions et la pérennité de notre association.

Au-delà des applications internes, en quoi le modèle EFQM va-t-il permettre aux Scouts du Niger de renforcer son action auprès des jeunes ?
Le modèle EFQM est une certification qui rassure les bailleurs, c'est un gage de qualité. L'obtention de financements en est accélérée, ce qui va nous permettre de mener jusqu'à son terme un programme éducatif complet pour les jeunes. Ce projet était resté pour l'instant en suspens faute de fonds suffisants alors même qu'il est essentiel. L'adoption de l'outil nous a également ouvert les yeux sur notre complémentarité avec les autres associations membres de l'Alliance. Nous allons travailler de concert pour mener des actions de plus grande ampleur qui recoupent l'ensemble de nos thématiques car elles visent toutes à améliorer les conditions de vie et la santé des jeunes, des adolescent-e-s et/ou des filles.

Quelles sont les prochaines étapes et comment Equipop vous accompagne-t-elle ?
Equipop nous accompagne en effectuant un suivi presque quotidien des projets qui doivent nous permettre de nous améliorer. Elle nous a ainsi aidés à les orienter, à les écrire et à les corriger selon les critères EFQM – qui sont complexes – afin d'affiner les actions à mener. Leur mise en œuvre est la prochaine étape qui nous attend, étape durant laquelle Equipop nous épaulera également. Quant aux prochaines phases, nous souhaiterions aller encore plus loin en accueillant une personne spécialiste de l'outil EFQM de l'Alliance au sein de notre association.

04

Mieux connaître Equipop

Créée en 1993, par des médecins et des journalistes, dans le contexte de la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire, Équilibres & Populations travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

Aujourd'hui, Équilibres & Populations est une structure s'appuyant sur seize salariés et cinquante membres, avec un budget annuel de 1,5 million d'euros. Le siège est à Paris et l'ONG a un bureau sous-régional à Ouagadougou, au Burkina Faso.

Une vision, des valeurs

Dans la vision portée par Équilibres & Populations, il ne pourra y avoir de développement durable sans qu'y soit associée la moitié féminine de l'humanité. L'amélioration des conditions de vie et du statut des femmes, notamment leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs, est à la fois un facteur et un marqueur de développement.

Notre vision repose sur un socle de valeurs.

RESPECT DES DROITS HUMAINS

Équilibres & Populations plaide pour la reconnaissance universelle des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et pour leur mise en œuvre pour toutes et tous, partout, à travers des processus de participation et d'appropriation politiques et sociales.

BIEN-ÊTRE, LIBERTÉ ET RESPONSABILITÉ

Équilibres & Populations considère que le bien-être des populations ne se mesure pas seulement par des indicateurs économiques, mais aussi par les capacités des individus qui les composent à exercer des choix éclairés et autonomes, tout en assumant leurs responsabilités dans la société à laquelle ils appartiennent.

JUSTICE SOCIALE ET ÉQUITÉ

Équilibres & Populations défend un développement humain qui donne à toutes et à tous les mêmes possibilités de se réaliser socialement, politiquement et économiquement. Nous prônons un développement soucieux de l'équité et de la solidarité, notamment entre les sexes et entre les générations, car les succès du présent ne doivent pas être acquis au détriment d'une partie de la population ou des générations futures.

Ces valeurs se prolongent dans des principes d'action

ADOPTER UNE DÉMARCHE PARTICIPATIVE

Équilibres & Populations adopte aussi systématiquement que possible une démarche participative dans la conduite de son action. Nous considérons en effet que cette démarche est un gage de qualité, notamment en termes d'appropriation, de responsabilisation, de durabilité, d'ancrage, d'autonomisation et de légitimité.

Fondée sur l'instauration d'un dialogue continu, cette démarche a pour objectif principal d'associer étroitement les différentes parties-prenantes à notre action : nos partenaires associatifs, le personnel sanitaire et social, les parlementaires, les décideurs et, bien entendu, les populations des zones d'intervention.

NOUER DES PARTENARIATS

Au lieu d'opter pour une croissance interne, nous avons choisi de développer le périmètre et la qualité de ses actions grâce à une stratégie d'alliances et de partenariats multi-acteurs (OSC, parlementaires, journalistes, chercheurs, fonctionnaires, experts techniques,...). Ce mode d'organisation s'appuie sur la complémentarité des savoir-faire et renforce l'adaptabilité et la réactivité.

Depuis plus de dix ans, Équilibres & Populations collabore de manière continue avec des associations ouest-africaines avec lesquelles elle partage une vision commune.
Dotés d'une connaissance fine des sociétés et de leurs dynamiques, ces partenaires promeuvent un changement dans leurs pays respectifs. Riches de nos complémentarités, nous avons établi au cours du temps des relations de confiance qui nous permettent de construire et de mener ensemble des programmes auprès des populations ainsi que des actions de plaidoyer adaptés aux situations sociopolitiques locales.

TRAVAILLER EN RÉSEAUX

Équilibres & Populations a également su créer ou rejoindre des synergies entre acteurs du développement : organisations de solidarité internationale (OSI), structures de recherche et universités, institutions publiques, entreprises...

Nous collaborons avec des réseaux d'OSI en France, en Europe et en Afrique francophone subsaharienne. Nous nous y investissons à différents niveaux, en collaborant aux travaux et aux prises de position collectifs, en coordonnant des groupes de travail ou en participant aux organes associatifs (conseil d'administration).

Une mission, des actions

L'association a pour objet d'améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

En Afrique francophone subsaharienne, Équilibres & Populations a progressivement orienté une partie de son action au bénéfice des jeunes filles, notamment celles qui sont les moins prises en compte par les politiques ou les programmes existants.

Partant d'une expertise spécifique sur la santé et les droits sexuels et procréatifs, l'association a peu à peu développé un projet qui articule différents champs d'intervention (santé, éducation, économie) et qui intègre systématiquement une approche par le genre.

Pour mener sa mission en Afrique subsaharienne francophone, mais aussi en Europe et en Amérique du Nord, Équilibres & Populations travaille avec, entre autres :

- des organisations de la société civile avec lesquelles nous avons des liens de partenariat étroits ;
- des leaders traditionnels, des groupements de femmes et de jeunes ;
- des coalitions et des plateformes d'ONG ;
- des personnels sanitaires ;
- des experts techniques et administratifs ;
- des chercheurs ;
- des universitaires ;
- des journalistes ;
- des parlementaires ;
- des décideurs politiques ou administratifs.

Notre action se décline en trois volets complémentaires :

Impulser des dynamiques de changement social au plus près des populations, par la conception et la mise en œuvre de projets-pilotes en partenariat avec des acteurs locaux ;

Mobiliser les acteurs d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique plus favorable ;

Accompagner les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.

Des savoirs et des savoir-faire

Au cours des années, Équilibres & Populations a enrichi ses savoirs en mobilisant des disciplines variées : science politique, santé publique et médecine, sociologie, anthropologie, économie, démographie. Nous nous attachons à croiser ces regards de manière systématique pour promouvoir une approche aussi intégrée que possible. Ceci constitue un véritable atout pour appréhender la logique des différents acteurs avec lesquels nous travaillons : hommes ou femmes issus des communautés dans lesquelles nous intervenons, leaders communautaires, partenaires, personnels de santé, décideurs politiques…

En particulier, nous nous appuyons sur trois domaines de connaissances.

POLITIQUES PUBLIQUES ET SCIENCE POLITIQUE

Équilibres & Populations a acquis une expérience en matière de plaidoyer en direction des acteurs politiques de la coopération internationale. Nous disposons d'une solide connaissance des acteurs et des rouages à travers lesquels sont définies et mises en œuvre les politiques publiques.

Que ce soit à l'échelle locale, nationale ou internationale, cela nous permet de sensibiliser, d'informer et d'influencer les décideurs politiques (gouvernements, cabinets ministériels, hauts fonctionnaires) pour qu'ils soutiennent des programmes spécifiques, défendent des réformes politiques et veillent à ce qu'elles soient appliquées efficacement. Nous avons par ailleurs développé une expertise reconnue par les parlementaires, qui nous sollicitent pour avis.

SANTÉ PUBLIQUE ET MÉDECINE

Équilibres & Populations s'appuie sur des connaissances dans le champ de la santé publique. Notre équipe a acquis un savoir transversal sur le fonctionnement des systèmes de santé, surtout en Afrique de l'Ouest, et un savoir plus spécialisé sur des thématiques précises comme la planification familiale, les soins obstétricaux d'urgence, les fistules ou encore les mutilations sexuelles féminines.

L'association mobilise des connaissances axées sur la prévention (éducation à la santé, réduction des risques, changement des normes sociales…), mais aussi sur l'organisation des services de santé (formation du personnel de santé, participation des usagers, intégration du vih/sida et santé de la procréation).

SCIENCES SOCIALES ET GENRE

Équilibres & Populations puise dans le champ des sciences sociales pour adopter une approche sensible à la diversité des besoins et des intérêts des populations. Nous nous appuyons ainsi sur l'approche par le genre. Celle-ci ne cible pas les femmes comme un groupe à part, mais elle s'intéresse à la façon dont les individus, selon leur sexe et leur position sociale, agissent, réagissent et interagissent sous l'influence des modèles sexuels et familiaux dominants.

Notre analyse met l'accent sur le fait qu'être homme ou femme dans une société donnée induit des rôles socialement construits qu'il s'agit de comprendre et d'interroger si l'on veut être moteur de changement social.

L'approche par le genre constitue un levier décisif pour promouvoir de nouveaux comportements. Cela implique, entre autres, l'autonomisation des femmes et la participation des hommes.

La prise en compte du genre permet de tendre vers un double objectif. D'ordre politique d'une part : rééquilibrer les rapports entre hommes et femmes pour plus de justice. D'ordre socio-économique d'autre part : créer le socle d'un développement véritablement durable parce qu'impliquant les deux moitiés des populations concernées.

Pour mettre en œuvre notre projet, en relation étroite avec nos partenaires, nous mobilisons trois grands types de savoir-faire.

L'INGÉNIERIE DE PROJET

Équilibres & Populations a développé des compétences de planification, de pilotage et de coordination de projets, en tant que cheffe de file ou bien au sein de consortiums. Avec ses partenaires, l'association identifie les besoins, construit des stratégies d'intervention, définit des méthodologies d'intervention participatives intégrant le genre, mobilise des ressources, assure le suivi opérationnel et financier, évalue les processus et les résultats, capitalise l'expérience.

L'INFORMATION ET LE PLAIDOYER

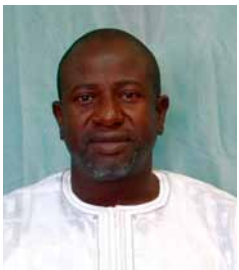
Équilibres & Populations facilite la connaissance et la compréhension des enjeux relatifs à sa mission, avec le souci de rendre visible la demande sociale et de valoriser la capacité d'action des acteurs locaux. Nous influençons également la définition et le suivi des programmes et des politiques publics. Pour cela, plusieurs activités sont menées : organisation d'évènements, de voyages d'étude, de campagnes d'information ; réalisation et publication de supports documentaires ; réponse individualisée à des demandes d'information de la part de journalistes, de parlementaires ou d'experts ; collecte et analyse critique de textes de lois, de programmes ou de politiques publics ; formalisation et diffusion d'argumentaires ; initiation ou participation à des mécanismes institutionnels de consultation ; animation ou participation à des groupes d'études.

LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Équilibres & Populations renforce les capacités et favorise les échanges d'expérience entre partenaires au développement. Equipop conduit des activités d'appui-conseils, co-réalise des diagnostics partagés, anime des réunions de travail, supervise ou accompagne ses partenaires en situation sur le terrain, participe à la réalisation d'outils didactiques, conçoit et réalise des formations.

Partenariats

Dr. Issa Sabo Gado, président de l'ONG Lafia Matassa



Comment votre association, Lafia Matassa, a-t-elle rencontré Équilibres & Populations ?
Nous sommes entrés en contact à Bamako, en 2000, au sujet du projet *Cliniques itinérantes* en milieu scolaire sur la prévention et le traitement du sida. A la fin de ce projet, nous avons beaucoup échangé sur notre expérience et travaillons ensemble depuis.

Quelles ont été les étapes marquantes du partenariat ?
Il y a eu trois temps forts. Le premier correspond au programme en milieu scolaire que je viens d'évoquer. Les jeunes nous disaient qu'il n'y avait pas d'endroit adapté où ils pouvaient consulter *en toute confiance*. Nous avons donc mis en place des tables de consultation dans 10 établissements avec des médecins à disposition. Nous en avons même mis une dans l'un des bureaux de notre association. Ils ont donc répondu présents, et il y a eu une réelle prise de conscience sur le fait qu'il fallait se protéger du vih. C'est un projet qui a beaucoup marqué l'histoire de Lafia Matassa car il nous a permis de nous faire connaître, et reconnaître, dans le milieu. Le second temps fort a été le projet K-pote Kiosque, en lien avec deux ministères (celui de la Jeunesse et celui de la Santé). Il nous a permis d'avoir une identité propre dans la capitale. Ce projet a été particulièrement réussi car Equipop a créé les conditions pour que ce centre de jeunes puisse assurer sa propre prise en charge et survie, même après la fin du projet ! Après ce projet, d'autres partenaires ont commencé à venir nous soutenir. Enfin, le troisième temps fort a été notre premier partenariat commun avec l'Union européenne pour le projet *Protéger les adolescentes* : il a révolutionné nos relations ! Cela nous a permis de devenir l'association leader au Niger pour la prise en charge des jeunes filles.

Qu'est-ce que vous a apporté ce partenariat ?
Notre partenariat avec Equipop nous a apporté beaucoup d'avantages et pas uniquement d'un point de vue financier.
Tout d'abord notre notoriété a augmenté car Equipop est une référence sérieuse. Quand nous postulons à des appels à projet, nous mentionnons systématiquement ce partenariat. C'est un aspect vraiment très important. Aujourd'hui, grâce au projet sur les jeunes filles des bailleurs nous font confiance comme l'UNFPA qui nous a accordé 300 millions de FCFA sur 5 ans.
Le dernier projet que nous avons réalisé avec Equipop, Alliance Droits et Santé, nous a permis, à travers le développement organisationnel, de nous rendre compte de nos difficultés et d'identifier des solutions par nous-mêmes. Nous avons également pris conscience de nos capacités.

Qu'est-ce que vous envisagez pour la suite ?
Sans aucun doute le développement de nouveaux programmes communs, comme le projet *Protéger les adolescentes*. Ce type de projet nous permet de travailler ensemble sur le long terme et d'échanger.
Nous attendons également de notre partenariat avec Equipop un renforcement des capacités. Ce dernier, amorcé au sein de l'Alliance, en travaillant notamment autour du référentiel EFQM doit se prolonger.

Réseaux

En 2013, Équilibres & Populations a poursuivi son engagement au sein de nombreux réseaux d'ONG. Le réseau **EuroNGOs**[1] dont Equipop a assuré la présidence à travers son directeur regroupe des ONG européennes spécialistes du domaine des droits et de la santé sexuelle et reproductive. Le réseau **Genre en action**[2] dont Equipop est membre du conseil d'administration promeut la prise en compte des inégalités femmes-hommes dans les politiques et programmes de développement. Ces deux réseaux ont concentré leurs activités sur la préparation de l'agenda pour l'après-2015. Mais c'est sur le travail qu'Equipop a conduit avec **Coordination SUD**[3] pour faire avancer l'égalité femmes-hommes que l'accent sera mis dans ce rapport.

UNE ANNÉE POUR FAIRE AVANCER L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES AVEC COORDINATION SUD

Coordination SUD (C Sud) est la coordination nationale regroupant 140 ONG françaises de solidarité internationale. Depuis plusieurs années, Equipop a décidé d'investir pleinement ce collectif qui offre des services performants d'appui à la professionnalisation des ONG françaises et qui représente un levier déterminant de plaidoyer en France, en Europe et dans le monde. Equipop y est active dans divers espaces de travail et s'investit sur plusieurs enjeux : aide publique au développement, santé, gouvernance pour n'en citer que quelques uns. C'est en particulier sur la question du genre qu'en 2013 Equipop est montée au créneau. Ce travail de fond a été rendu possible notamment grâce aux deux mandats clés occupés par l'ONG à travers Nicolas Rainaud, chef de file de la commission genre et Aurélie Gal-Régniez, référente genre au conseil d'administration du collectif.

Pourquoi intégrer le genre dans le développement ?

Un projet intégrant l'approche genre a pour objectif de combattre les inégalités entre les femmes et les hommes. L'égalité femmes-hommes est un levier incontournable pour un développement juste et durable. Cela permet une meilleure efficacité, pertinence et durabilité des politiques et des projets, *via* une analyse des rapports de pouvoir et des rôles sociaux entre les sexes. Prendre en compte les enjeux liés au genre permet d'éviter d'éventuels effets négatifs sur la situation des femmes, alors que ces dernières font face à des difficultés et à des discriminations spécifiques. C'est bien pourquoi Equipop s'efforce à promouvoir l'approche genre, à la fois dans ses actions de terrain et de plaidoyer !

Au cours de l'été 2013, le gouvernement français a adopté la stratégie « Genre et Développement 2013-2017 ». Équilibres & Populations, par le biais de la commission genre de C Sud, avait déjà pris une part active en 2012 à la réévaluation du premier document d'orientation stratégique (DOS) sur la même question. En 2013, l'association et la commission ont travaillé étroitement avec le Ministère des Affaires étrangères au processus de réécriture de cette stratégie, à travers de multiples échanges et réunions de concertation.
La première s'est tenue en avril 2013, et a rassemblé une quarantaine de représentant-e-s des acteurs du développement français (Agence Française de Développement, collectivités territoriales, société civile, etc.). Une

contribution écrite, énonçant les recommandations de C Sud, avait été transmise en amont au ministère. Principale recommandation : pour être plus performante et plus opérationnelle que la précédente, cette stratégie devra bénéficier de moyens humains et financiers conséquents.

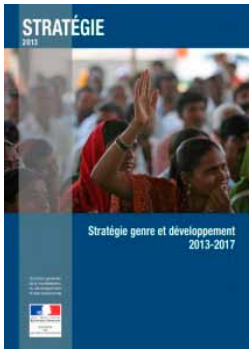
La stratégie « Genre et Développement », adoptée par le Comité interministériel pour la coopération internationale et le développement (CICID), a pris effet en août 2013, et ce pour une durée de 4 ans. Cette stratégie est le reflet des positions fortes prises par la France sur les questions de genre sur la scène internationale. Ce texte est pionnier en termes d'intégration du genre dans les politiques publiques de développement. C'est une feuille de route novatrice qui, au-delà du domaine du développement, pourrait être utilisée comme exemple pour les politiques publiques françaises en général. Grâce à cette stratégie, l'ensemble des parties prenantes a pris conscience de l'importance d'intégrer l'approche genre dans tous les aspects de la politique de développement française.

Cette stratégie fait de l'égalité femmes-hommes une priorité, un objectif politique et de développement à part entière. Ainsi, le genre devient un thème transversal de l'action extérieure de la France.

Dans la stratégie, un total de sept objectifs ont été identifiés, avec comme but principal : « Mettre l'égalité femmes-hommes de façon transversale au cœur de la politique française de développement ». Dans ses principes d'actions, la nouvelle stratégie préconise de cibler plus particulièrement les adolescentes, qui doivent « faire l'objet d'une attention particulière ». Pour une meilleure prise en compte du genre dans le développement, le texte met en place en réflexion par secteur.

Élément important : la première de ces déclinaisons sectorielles concerne les droits et la santé sexuelle et reproductive des femmes, et met l'accent sur les grossesses et les mariages précoces ainsi que sur les besoins non-satisfaits en matière de planification familiale.

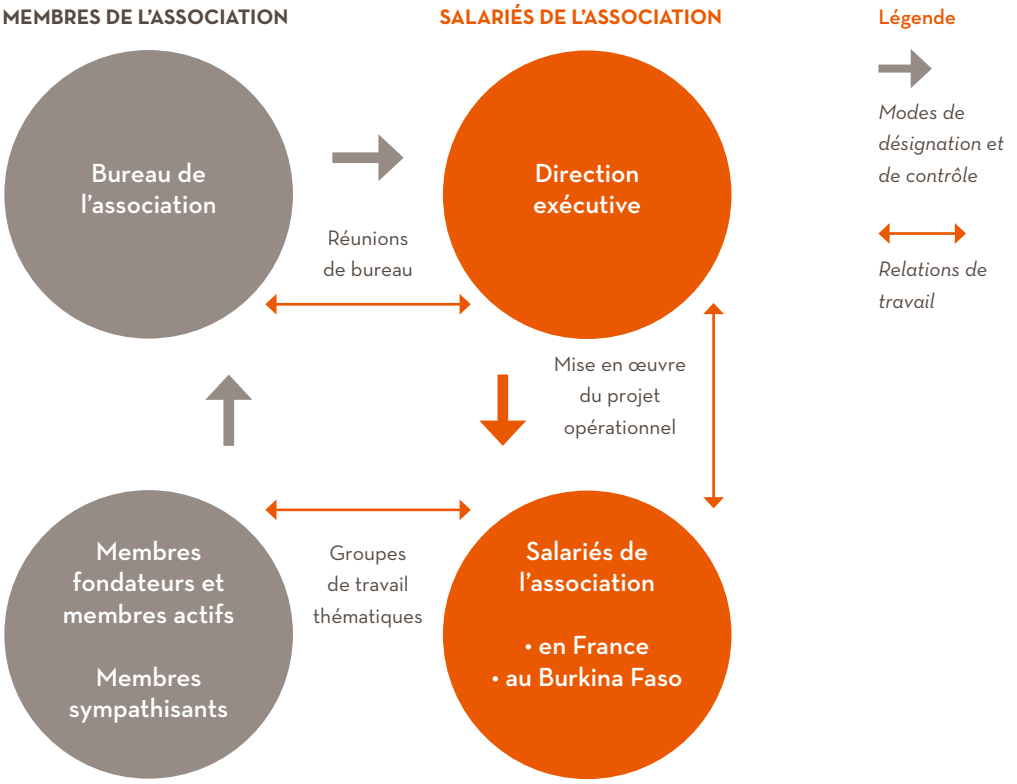
Les besoins spécifiques des adolescentes et les droits sexuels et reproductifs sont au cœur des actions d'Equipop. Que la nouvelle stratégie identifie ces questions comme des priorités montre que le plaidoyer d'Equipop a été plus qu'efficace, grâce notamment à son travail au sein de la commission genre.



1. www.eurongos.org
2. www.genreenaction.net
3. www.coordinationsud.org

Engagement citoyen et implication professionnelle

Équilibres & Populations s'appuie sur cinquante membres, médecins, journalistes ou professionnels du développement qui se réunissent en assemblée générale au moins une fois par an. L'Assemblée générale élit tous les trois ans un bureau. Le projet associatif est mis en œuvre par une équipe multidisciplinaire de seize salariés en 2013.



LE BUREAU

Dr.Marie-ClaudeTesson-Millet
Présidente

Dr. Annick Schwebig
Vice-présidente et trésorière

Pr. Jacques Milliez
Secrétaire général

Pr. Claude Sureau
Membre

Dr. Claude Dumurgier
Membre

Dr. Alain Marié
Membre

Le bureau se réunit en moyenne tous les trois mois.

L'ÉQUIPE SALARIÉE

La direction

Serge Rabier
Directeur exécutif

Aurélie Gal-Régniez
Directrice exécutive adjointe

L'équipe*

Nouhoun Bakayogo
Chargé mobilisation des ressources, Bureau Afrique de l'Ouest

Magali Doisy
Stagiaire

Sylviane Evide
Responsable comptabilité et paye

Aurélie Hamelin-Desrumaux
Chargée de projet

Sanije Hoxha
Chargée du suivi administratif et financier des projets

Sibiri Koné
Agent de liaison, Bureau Afrique de l'Ouest

Rémi Wendlassida Minoungou
Chargé de projet, Bureau Afrique de l'Ouest

Rodrigue Ngouana Ngoufo
Responsable du Bureau Afrique de l'Ouest

Nathalie Perrotin
Chargée de communication

Dominique Pobel
Responsable de programmes

Nicolas Rainaud
Chargé de mission plaidoyer

Eva Razafinarivo
Chargée de projet, Bureau Afrique de l'Ouest

Ludovic Tantin
Stagiaire

Isabelle Thimbault
Responsable finances

Robert Toubon
Responsable relations institutionnelles

Caroline Traoré
Chargée de développement organisationnel, Bureau Afrique de l'Ouest

POUR NOUS CONTACTER : **INFO@EQUIPOP.ORG**

* Par ordre alphabétique

Gestion de l'association : conduire le changement vers la professionalisation

L'année 2012 avait marqué un tournant important dans le développement de l'association. En effet, cette année-là Equipop avait entrepris un diagnostic participatif de la structure, impliquant ses membres et ses salariés, grâce à un soutien d'un fond de renforcement des ONG (FRIO) géré par Coordination Sud et d'un appui de la fondation Hewlett. Cet important travail lui avait permis de redéfinir son projet associatif tout en identifiant sept priorités de gestion pour les années à venir. L'équipe s'est rapidement mobilisée sur ces sept chantiers et l'année 2013 a déjà permis des avancées concrètes vers une professionnalisation certaine de la structure.

En particulier, la stratégie de communication a été remise à plat, l'identité graphique redessinée et de nouveaux outils mis au point afin de mieux mettre en valeur le travail effectué sur le terrain et de mobiliser plus efficacement et plus largement. Le site internet est aujourd'hui alimenté de manière régulière et la présence sur les réseaux sociaux de la structure est effective.

En matière de ressources humaines, Equipop a bénéficié d'un bénévolat de compétences qui lui permet aujourd'hui de savoir précisément quels sont les axes d'amélioration et de mise en conformité formelle à mettre en œuvre. Parallèlement, les profils de postes et les procédures ont commencé à être repréciséés et la collaboration entre les différents salariés redéfinie.

Concernant le système d'information, Equipop a développé un cahier des charges précis pour se doter d'un intranet et a identifié un logiciel de gestion de projet adapté à son activité (le logiciel SIGMAH).

En termes de contrôle de gestion, le service a été réorganisé et Equipop a accueilli de nouvelles compétences qui lui ont permis de redéfinir les procédures internes pour satisfaire aux exigences de plus en plus nombreuses des bailleurs internationaux, tout en accompagnant de manière plus efficace nos partenaires africains.

Au niveau de la gouvernance, de nouveaux statuts ont été adoptés et une commission de travail réunissant salariés et membres a été créée sur le sujet de la fistule.

Enfin, la question des fonds propres a été travaillée au sein du bureau de la structure et plusieurs pistes de développement ont été identifiées.

Priorités de gestion 2012-2017 suite au diagnostic participatif

1. Constituer des fonds propres.
2. Renforcer la visibilité de l'association.
3. Améliorer le système actuel de contrôle de gestion.
4. Solliciter un accompagnement (externe) en management et GRH.
5. Asseoir la réactivité opérationnelle de l'association.
6. Se doter du système d'information et de l'équipement technologique adaptés aux besoins réels.
7. Développer la vie associative et adapter les modes de gouvernance.

Le budget d'Équilibres & Populations

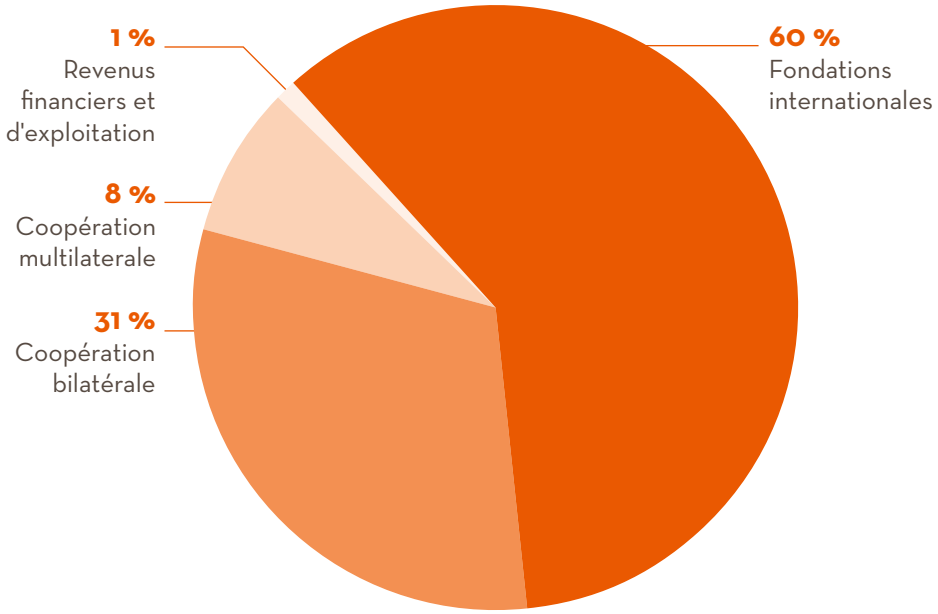
RESSOURCES

Les ressources 2013 d'Equipop s'élèvent à 1 475 116 euros marquant une hausse de 7 % par rapport à 2012.
Les ressources proviennent pour près de 60 % de fonds privés grâce à la confiance que nous accordent les fondations internationales, essentiellement américaines et partenaires des débuts. 2013 a en particulier été marqué par le soutien de la Fondation Bill & Melinda Gates à un ambitieux projet visant à pérenniser l'engagement de la société civile en faveur de la santé de la procréation / planification familiale / genre en Afrique sub-saharienne francophone (Alliance Droits et Santé).
Cette année près de 39 % de nos financements sont issus de sources institutionnelles, soit 31 % provenant des institutions de la coopération bilatérale (Ministère des Affaires étrangères, Agence Française de Développement) et 8 % provenant des institutions de la coopération multilatérale (Union européenne, agences des Nations Unies).
Equipop est attentive à cette diversification des ressources qui a constitué en soi un objectif de ces dernières années. Elle est à la fois une condition de son équilibre financier à moyen terme et la preuve de sa capacité à mobiliser des fonds publics. Initialement financée par des fondations privées, l'ONG s'est attachée à obtenir, à travers ces fonds, un effet levier pour mobiliser de l'argent public pour ses programmes en Afrique de l'Ouest.

EMPLOIS

79 % des ressources sont allouées aux missions sociales de l'ONG. Les frais de structure sont maitrisés et stables. Le total des charges pour 2013 s'est élevé à 1 456 116 euros avec une hausse de 5 % par rapport à 2012.
En effet, malgré la clôture du projet Union européenne consacré aux adolescentes en situation de vulnérabilité qui s'est terminé en février 2013, l'augmentation sensible des activités s'explique par la mise en place en début d'année du projet soutenu par la Fondation Bill & Melinda Gates (Alliance Droits et Santé).
On note une légère augmentation du budget consacré aux ressources humaines, essentiellement lié à la mise en œuvre du projet Alliance Droits et Santé, ci-dessus cité. L'excédent de l'exercice est de 19 001 euros. Malgré les difficultés de dégager un excédent plus important, l'objectif reste d'augmenter cette réserve dans les trois années à venir.
Équilibres & Populations établit des comptes annuels qui sont audités par Mazars SPCC, commissaires aux comptes. Les comptes annuels 2013 ainsi que le rapport des commissaires aux comptes sont consultables dans leur intégralité sur www.equipop.org

En 2013, 79 % de nos ressources ont été affectées à nos missions sociales. Malgré un contexte économique difficile qui affecte beaucoup d'associations, Équilibres & Populations a réussi à maintenir son enveloppe budgétaire et à préserver son équilibre financier, terminant l'année avec un excédent.



Ressources d'Équilibres & Populations en 2013

Perspectives 2014

2014 sera marquée par un évènement important à la fois pour Équilibres & Populations et pour la communauté internationale : le vingtième anniversaire de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (Le Caire, 5-13 septembre, 1994).
En effet, c'est autour des acquis de la Conférence et des réalisations de son Plan d'Action que les États, les agences internationales, les bailleurs privés (fondations et entreprises) et les organisations de la société civile ont rendu visibles non seulement les enjeux de populations, mais aussi l'importance de la mise en œuvre des droits et de la santé en matière de sexualité et de procréation ainsi que de l'égalité femmes-hommes.

Équilibres & Populations, née à l'occasion de la Conférence du Caire, confirmera ses engagements en participant et en préparant, avec ses partenaires français, européens et d'Afrique de l'Ouest, les deux moments clés de cet anniversaire : la commission Population et Développement en avril et l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre.

2014 sera aussi marquée par des réalisations concrètes en matière de professionalisation d'Equipop et de ses partenaires : dynamisation de la communication externe, mise en place d'un intranet pour l'association, refonte des processus de gestion de projets ainsi que l'opérationnalisation des diagnostics organisationnels et des audits informatiques pour les partenaires d'Alliance Droits et Santé.

Ces nouveaux outils et ces nouvelles méthodologies de travail nous permettront ainsi d'améliorer la qualité et l'impact de nos actions et de contribuer encore plus efficacement à la définition et à la réalisation de l'agenda de l'après-2015 pour le développement.

Crédits
Le rapport d'activité est également disponible sur le site internet : www.equipop.org

Conception et réalisation
Rédaction en chef : Aurélie Gal-Régniez
Rédaction : Clémence Schricke et Claire Veyriras
Avec la participation de : Marine Casaux-Bussière, Sanije Hoxha, Rémi Minoungou, Caroline Traoré, Serge Rabier et Nicolas Rainaud
Secrétariat d'édition : Nathalie Perrotin assistée de Claire Veyriras et de Marine Casaux-Bussière

Création : Jean-Luc Gehres www.welcomedesign.fr
Photographies : Imageo, Félix Vigné©, Tristan Parry©
Impression : Simon Graphic, Ornans
Ce document est imprimé sur du papier certifié.

Équilibres & Populations
www.equipop.org
info@equipop.org

Siège
75, rue des Saints-Pères
75006 Paris - France
Tél. : +33 (0)1 53 63 80 40
Fax. : +33 (0)1 53 63 80 50

Bureau Afrique de l'Ouest
09 BP 903 Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél. / Fax. : +226 50 36 73 73